

[france3-regions.francetvinfo.fr](https://france3-regions.francetvinfo.fr)

## TEMOIGNAGES. Suspension des contrats en service civique : les jeunes et les associations dans l'incertitude

Écrit par Mélanie Queïnnec et AFP

7-9 minutes

---

Publié le 05/02/2025 à 18h30

Plus aucun contrat en service civique ne peut être signé depuis le 1er février 2025, en l'attente de l'adoption du Budget 2025. Une douche froide pour les 5 000 jeunes de moins de 25 ans qui comptaient sur ce volontariat, et un coup de frein à l'activité des associations et structures d'accueil.

### Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, découvrez les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

*"J'ai l'impression de me taper une poisse monumentale"* : les mots sont posés. Pour Cyprien Malherbe, 23 ans, le gel des services civiques est la goutte qui fait déborder le vase.

Depuis des mois, le jeune diplômé d'un master en production audiovisuelle, originaire du Calvados, écume les sites d'offres d'emploi. CDD, CDI, CDDU... Il tente sa chance partout, sans succès. Et finit par se laisser convaincre par un service civique pour donner un coup de boost à son CV.

*"Une première structure m'a fait tourner en bourrique pendant un mois. Il y a deux semaines, j'ai eu un entretien d'embauche dans une autre association, qui s'est super bien passé. On m'a dit qu'on me tenait au courant. Et là, j'apprends que c'est au niveau national que ça bloque !", se désole Cyprien.*

Désormais résident à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), le jeune homme ne touche aucune allocation chômage et dépend de sa famille et de ses aides au logement pour financer son loyer. Il espérait beaucoup de cette dernière mission de service civique, en cohérence avec son parcours et indemnisée 620 euros par mois.

Jusqu'à maintenant, les services civiques, c'était la piste la plus prometteuse. Je vais continuer mes recherches, je vais continuer à répondre à toutes les offres que je vois...

Il déplore : *"J'ai eu du mal à trouver un stage de fin d'études. Je n'ai pas été embauché dans la boîte où j'ai finalement fait mon stage. Je galère à trouver du travail. Je me suis dit 'ça y est, j'ai enfin trouvé un service civique', et là, il y a ce truc improbable au moment où je dois avoir la réponse ! Je ne suis pas en colère, mais je souffle. Je me dis qu'il y aura à*

*chaque fois un nouveau truc qui va me tomber dessus !"*

Comme Cyprien, des milliers de jeunes se retrouvent dans l'attente. D'autres mesurent leur chance : Laura Dieudonné, 25 ans, est engagée comme ambassadrice des droits à l'égalité à Unis-Cité, une association facilitant l'engagement solidaire des jeunes, à Rouen.

Diplômée d'un master, elle a signé son contrat au mois d'octobre. *"J'ai beaucoup postulé, je vois qu'on ne me répond pas forcément. Quand on sort d'un master, on a fait un stage, parfois deux. Mais ça ne suffit pas pour les employeurs"*, dénonce-t-elle.

Alors, elle pense aux jeunes qui, comme elles, comptaient sur le service civique, un tremplin essentiel pour s'insérer dans le monde du travail : *"On te promet un contrat de 6 à 12 mois, et on te dit 'maintenant, ce n'est plus possible'. Tu n'as pas forcément cherché de plan de secours... Alors, ça peut conduire à plusieurs mois à encore chercher autre chose."*

Les structures qui ont l'habitude d'accueillir des services civiques ont appris la nouvelle par mail, le 30 janvier, voire le 31... *"Un nouvel arbitrage gouvernemental a été rendu [...] à compter du 1er février 2025, et jusqu'à l'adoption de la loi de finances pour 2025, aucun nouveau contrat ne pourra être signé"*, indique l'agence du service civique.

Mail du service civique envoyé aux associations le 31 janvier 2025 soir. • © DR

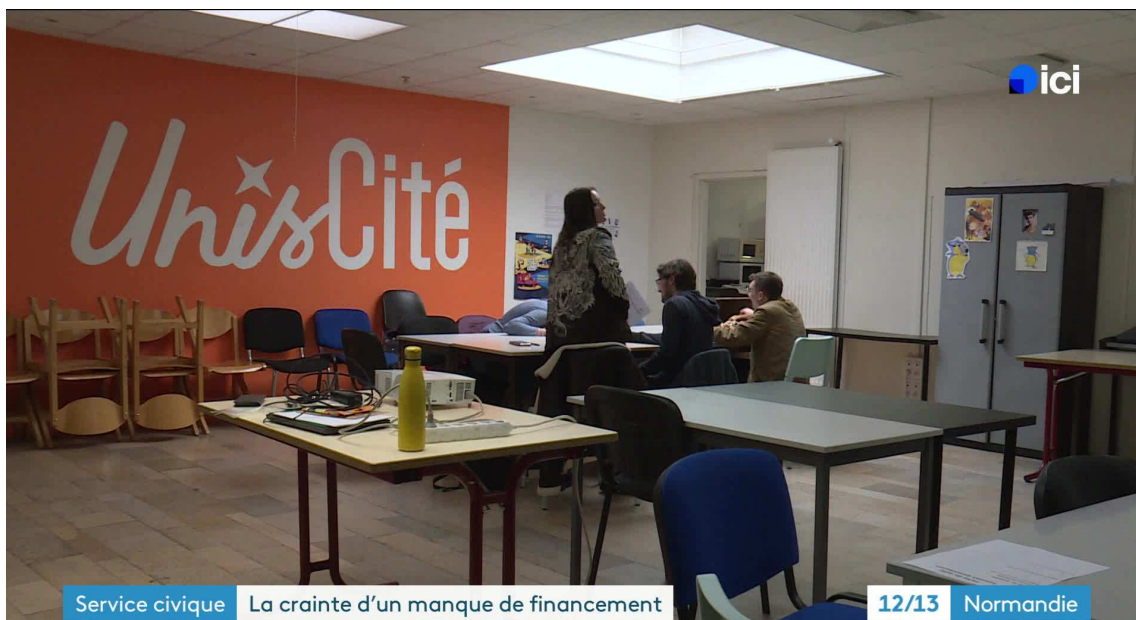
Or, un flou gaussien entoure la question de l'indemnisation des services civiques signés au mois de janvier. *"On a recruté quatre services civiques en janvier et on a eu peur qu'ils ne soient pas indemnisés"*, relève Romane Blondel, déléguée territoriale et responsable de l'antenne de Rouen de l'Afev (Association de la fondation étudiante pour la ville), une association œuvrant dans le domaine de la lutte contre les inégalités en milieu scolaire.

*"Ils sont déjà dans leur mission, ils travaillent depuis un mois. On a eu une réponse positive : ils seront bien indemnisés. Mais la situation a été anxiogène pour les volontaires comme pour nous"*, lance-t-elle.

À l'antenne rouennaise d'Unis-Cité, environ 115 jeunes sont volontaires. L'association, à l'origine de la création du service civique, en 1995, en accompagne plus de 10 000 chaque année à travers le pays.

Elle a déjà dû refuser plusieurs volontaires dans toute la Normandie, suscitant l'inquiétude des salariés concernant l'avenir financier de la structure, car ils craignent que le gel des services civiques, même s'il est temporaire, crée des difficultés plus vastes à long terme.

durée de la vidéo : 00h01mn50s





Services civiques gelés : les associations inquiètes • ©K. Saïdi / France 3 Normandie

*"On a des partenaires financiers qui nous ont déjà dit 'on ne va pas se positionner tout de suite sur votre demande de financement, parce qu'on ne sait pas trop ce que ça va devenir'. On a déjà une baisse des financements de toutes les collectivités depuis quelques années", rappelle Frédéric Morlot, responsable de l'antenne de Rouen.*

Si la situation bloque, ainsi, c'est parce que le projet de loi de finances 2025 n'a toujours pas été adopté. L'examen de la première des deux motions de censure déposées à l'encontre de François Bayrou, qui a recouru au 49.3, commence tout juste : l'opposition dénonce de multiples coups de rabot sur les dépenses publiques.

La ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a ainsi déclaré lors d'une séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale que le gouvernement était, "à défaut de budget", "contraint de mettre en pause les nouveaux contrats" de service civique.

Sans budget, notre pays est à l'arrêt. Un pays sans budget, c'est un pays au ralenti, un pays où les jeunes qui s'engagent pour de grandes causes sont dans l'expectative.

*Amélie de Montchalin, ministre des Comptes publics*

le 3 février à l'Assemblée nationale

Le projet de budget de l'État pour 2025 prévoit "580 millions d'euros de budget pour le service civique" qui permettent le "financement de 150 000 contrats", soit "strictement le même nombre qu'en 2024", a néanmoins tenté de rassurer la ministre, estimant le délai à "quinze jours, trois semaines".

Concluant : "Nous sommes dans un pays qui manifestement est au ralenti. Et nous devons collectivement nous mettre d'accord pour que notre pays puisse se remettre en route."